

# Ces tyrannies qui nous gouvernent

*Il y a près de trente ans, Ivan Illich dénonçait les tyrannies que les sociétés « avancées » font peser sur la liberté de chacun de choisir sa vie. la croissance est devenue contre-productive: elle engendre davantage de couts sociaux et écologiques que de bien-être. Le débat, timidement amorcé, entre développement durable et décroissance soutenable doit être développé en mettant l'accent sur la nécessaire reconstruction du capital social et du capital humain, de manière à repenser radicalement la société.*

## Philippe Defeyt

Philippe Defeyt, économiste est enseignant et chercheur à l'Institut pour un développement durable.

Dans *Le chômage créateur*, Ivan Illich présente très bien les termes du débat: « Les sociétés modernes, qu'elles soient riches ou pauvres, peuvent choisir entre deux directions opposées. Elles peuvent produire une nouvelle panoplie de biens — offrant, au demeurant, plus de sécurité, entraînant moins de gaspillage, permettant une répartition plus facile — et, par là même, renforcer encore leur sujétion à l'égard des marchandises. Ou elles peuvent choisir une approche totalement neuve vis-à-vis de la relation réciproque besoin-satisfaction. En d'autres termes,

les sociétés peuvent conserver leur économie puissamment soumise au produit normalisé (*market-intensive economy*), en se limitant à modifier la production elle-même, ou elles peuvent réduire leur sujétion à l'égard des biens de consommation. » Pour Illich, le choix est clair, dès lors qu'il estime que notre société a franchi un seuil de contre-productivité dans plusieurs domaines et qu'il y a un déséquilibre, en faveur des premières, entre les productions hétéronomes et les productions autonomes.

Ainsi présentée, cette alternative renvoie, dans une large mesure, au débat qui s'ouvre (trop) lentement entre développement durable et décroissance soutenable. Pour alimenter et consolider ce débat, il faut d'abord améliorer le diagnostic, disposer d'une analyse en profondeur des dysfonctionnements de nos sociétés dites avancées pour en construire ensemble une autre, et ensuite, mieux utiliser les recherches qui commencent à s'accumuler sur les déterminants du bonheur afin de construire une approche normative.

## SIX TYRANNIES

Nos sociétés vivent de manière plus ou moins consentante sous l'emprise de six contraintes impérieuses, interdépendantes, qui s'entendent à merveille pour nous voler notre liberté essentielle : celle de choisir nos vies. Ou, comme le dit Illich, « la liberté des valeurs d'usage de chaque individu », accompagnée d'une « distribution équitable de la liberté de créer des valeurs d'usage ».

Ces six tyrannies sont la tyrannie du produit intérieur brut, du temps, de l'obsolescence organisée, des choix, de la complexité et enfin de l'exclusion.

### LA TYRANNIE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

L'essentiel de cette tyrannie tient aux multiples limites de l'outil P.I.B. (Produit intérieur brut ou la somme de toutes les productions économiques pendant un an dans un pays) — imprécisions, conventions discutables, mise sur un même pied de toutes les dépenses, intégration positive des dépenses de réparation, etc. —

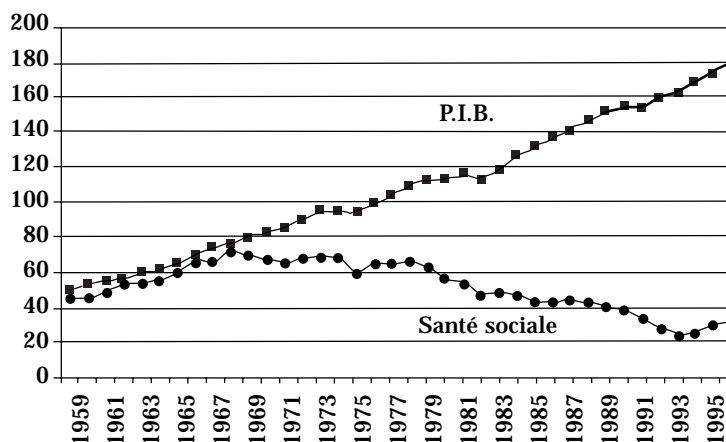
mais aussi à son usage médiatique, politique, idéologique. Assimiler le but au moyen, assimiler croissance à supplément de bien-être, résumer le débat socioéconomique aux moyens de doper la croissance... ne sont que quelques-unes des « réussites » des grands prêtres du « toujours plus ».

De multiples travaux ont réussi à ouvrir une brèche dans cette idéologie dominante, mais elle est totalement insuffisante pour déstabiliser un édifice, pesant, qui a disposé de plus de cinquante ans pour se consolider. Il faut pourtant — plus que jamais — continuer à élaborer et à diffuser des indicateurs alternatifs au produit intérieur brut.

J'aimerais revenir sur l'un de ces indicateurs alternatifs : l'indicateur de « santé sociale » élaboré aux États-Unis dans le courant des années nonante.

La simple comparaison de l'évolution de cet indicateur avec celle du produit intérieur brut (voir ci-dessous) a suscité un choc auprès d'une partie de l'opinion américaine ; une réaction identique — étonnement et questionnement — a été suscitée en Belgique par la publication de l'indicateur d'insécurité sociale mis au point par l'Institut pour un développement durable (Defeyt 2003).

L'indice de santé sociale et produit intérieur brut  
États-Unis 1959-1996



P.I.B. base 50 en 1959, valeurs de l'I.S.S. comprises par construction entre 0 et 100

De manière plus fondamentale, ce graphique met en évidence ce que beaucoup d'autres disent. À partir du milieu des années septante ou du début des années quatre-vingt (cela dépend des indicateurs), nos sociétés ont franchi un seuil de contre-productivité. Un découplage « croissance – santé sociale ou écologique » est apparu et s'est même accentué (Defeyt 2004). De toute évidence, depuis une vingtaine d'années au moins, la croissance telle que mesurée par le produit intérieur brut n'est plus une condition suffisante pour assurer une bonne santé sociale et écologique. Il faut maintenant franchir un pas et convaincre que les conditions mêmes de la croissance telle que nous la connaissons produisent des dégâts sociaux et écologiques. Comme le dit Illich, « la richesse ne peut être équitablement partagée que si elle est limitée ».

Pour aller jusqu'au bout des critiques énoncées par Illich, il faut tenir compte à la fois de la multiplication des marchandises qui, au-delà d'un certain seuil, « engendre l'impuissance, l'incapacité à produire sa propre nourriture, à chanter, à bâtir » et des contraintes induites par les modes de consommation et de production, tout aussi aliénants de ces marchandises.

Ces dimensions sont de toute manière les deux faces d'une même évolution. « Même la clientèle aisée fait, avec chaque nouvel achat, une expérience neuve de la désutilité. Tel achat en valait-il la peine? Ne risque-t-il pas de devenir inutile, dangereux même? Et, de toute façon, quelle panoplie de compléments, encore plus coûteux, ne faudra-t-il pas encore lui adjoindre. » Edwin Zaccai ajoute: « Les objets de la sphère marchande sont achetés pour satisfaire nos désirs. Vu notre

pouvoir d'achat, les normes de possession et d'accumulation sont sans cesse à la hausse, malgré des freins comme le temps absorbé par ces occupations. Mais il existe une trouble déception à constater que ces multiples achats n'ont pas complètement comblé nos désirs, et une culpabilité secrète à éliminer des objets que nous oublierons d'ailleurs assez vite. [...] Il est assez instructif de réfléchir, pour chaque objet consommé, au temps (invisible) qui lui fut consacré par l'individu: pour le choisir, l'acheter, l'entretenir, l'utiliser, etc. Sans parler du temps passé à travailler pour gagner la somme nécessaire à se le procurer, et sans même évoquer tous les différents temps de sa conception, sa production, sa distribution, son élimination, etc. »

Les mécanismes pervers de certaines formes de libéralisation-privatisation contribuent à doper de manière artificielle la croissance économique. En Belgique, la mise sur pied de trois réseaux de mobilo-phonie est certes une bonne affaire pour la croissance économique. Encore faut-il montrer qu'elle apporte un bénéfice économique à la hauteur de la totalité des investissements et des couts sociaux consentis.

On notera enfin que la logique de croissance impose aussi, dans une large mesure, qu'une masse critique de citoyens consommateurs se conforme à des modèles de comportement, explicites ou implicites.

D'une manière générale, on peut constater que la croissance économique, dans les pays riches en tout cas, est devenue

contre-productive en ce qui concerne le bien-être social et la qualité du cadre de vie.

## LA TYRANNIE DU TEMPS

Cette tyrannie peut revêtir différentes formes: déséquilibre homme – femme en matière de temps; celui entre actif et inactif: « trop plein » de temps pour les uns, « trop vide » de temps pour les autres (à moins que cela ne soit l'inverse...).

Ensuite, il existe des déséquilibres entre les différents âges de la vie; entre les programmes scolaires surchargés et les contraintes nées des autres activités pour « occuper » les jeunes. Beaucoup de temps est perdu à cause des encombrements, de la complexité (voir ci-après), aux formalités... Les pressions permanentes de délais, d'urgences, d'horaires empêchent de « profiter » des moments présents.

On soulignera également la tension, soigneusement exacerbée par des offreurs entre tout ce qui est possible de faire — y compris de créer des valeurs d'usage<sup>1</sup> — et le temps et les moyens disponibles; le temps pris pour acheter, entretenir, réparer ou tout simplement pouvoir utiliser notre stock de biens d'équipement, phénomène encore aggravé par l'addition, pour diverses raisons, d'équipements semblables (l'enregistreur D.V.D. s'ajoute au magnétoscope, l'appareil photo numérique à l'appareil argentique... tout comme la T.V. s'est ajoutée à la radio, le V.T.T. au vélo classique, etc.).

<sup>1</sup> Ce n'est qu'un des nombreux paradoxes de notre système que de « donner l'envie » de produire des valeurs d'usage — souvent enrobées d'une bonne dose de nostalgie (« ah, les délicieux gouters de grand-mère! ») — et d'en même temps nous en empêcher, par manque de temps, par manque de disponibilité psychologique, par manque des « outils » valorisés dans la mise en scène de bonheurs factices. Le paradoxe n'est évidemment qu'apparent: ces envies rentrées alimentent une frustration qui à son tour induit toutes sortes d'achats de consolation... Quand c'est possible, le système permet de « sublimer » la production autonome en fournissant des produits « prêts à l'emploi ».

Et enfin, l'impression — certes héritée d'une tradition judéo-chrétienne, mais exacerbée par les multiples sollicitations d'un système marchand de plus en plus envahissant — de devoir toujours faire quelque chose et l'hyper sollicitation de l'attention par la communication médiatique et publicitaire contribuent à nous empêcher de prendre le temps de souffler et, surtout, de réfléchir.

On notera au passage que le manque de temps conduit à une diminution, toutes choses égales par ailleurs, de l'utilisation sensée de chacun des biens durables que l'on possède. Ce phénomène est une raison supplémentaire pour mettre en cause la pertinence de la comptabilité nationale. Celle-ci additionne en effet les achats de bien durables, quels que soient leur taux d'utilisation, leur durée de vie... ou leur obsolescence organisée.

#### LA TYRANNIE DE L'OBSOLESCENCE ORGANISÉE

Une partie de la croissance illusoire observée aujourd'hui est liée à l'obsolescence organisée par le système. Quelques exemples parlants: le remplacement, au nom d'une concurrence absurde, d'abribus pourtant encore en bon état quand change le concessionnaire privé; l'obsolescence informatique: la mise au rebut d'équipements loin d'être usés et de logiciels loin d'être dépassés pour la plupart des usages courants; la rotation accélérée des vêtements (« Nous entrons dans une société qui va consommer plus de textile, mais sur un mode jetable. La rotation des collections va s'accélérer et entraîner une

course à la création et à la réactivité pour les enseignes » annonce Antoine Peters, un expert du secteur).

Autres exemples d'obsolescence organisée: les couts et gaspillages liés aux nombreux avatars des commerces dans certaines zones commerciales (là où les loyers hautement spéculatifs sont sans commune mesure avec la rentabilité possible); le remplacement des équipements liés à la téléphonie mobile — non encore usés ni même vraiment dépassés — par d'autres dits de la troisième génération; la mise sur le marché de biens pratiquement non réparables.

#### LA TYRANNIE DES CHOIX

Un article du *New Statesman* rappelle que « la liberté de choisir est de plus en plus érigée en valeur suprême dans le discours politique. Mais, comme le montre le psychologue social américain Barry Schwartz, la surabondance d'options ne fait qu'accroître notre insatisfaction. Dans tous les domaines de la vie [...] il est communément admis que plus on a de choix mieux c'est. Or la multiplication des choix dans notre monde moderne est au mieux un cadeau empoisonné et, au pis, une malédiction. [...] Il est de plus en plus clair que les gens ont du mal à gérer cette pléthore de choix. Comme le montrent plusieurs études, nous sommes capables de prendre une décision sensée à partir de six options maximum. En revanche, si nous sommes face à une trentaine de possibilités, soit nous baissons les bras, soit nous "choisissons" de façon totalement arbitraire.

L'accroissement du nombre de choix, comme c'est le cas dans notre culture consumériste, nous donne une autonomie, une maîtrise et une liberté qui sont très positives, poursuit Barry Schwartz. Mais, si le nombre de choix continue d'augmenter, les effets négatifs de cette surabondance commencent à apparaître. Et plus la palette s'élargit, plus ces effets négatifs s'intensifient, au point de nous submerger. Dès lors, le choix ne nous libère plus mais nous démoralise, voire nous tyrannise. »

Schwartz s'appuie sur plusieurs études montrant que « les personnes à qui l'on propose un nombre d'options limité ont plus de chances d'en choisir une et d'être contents de leur choix que celles à qui on a présenté un éventail plus vaste. [...] L'accroissement des possibilités de choix pose trois grands problèmes : premièrement, la surabondance d'options nous déstabilise et fait naître des regrets ; deuxièmement, quand ils sont livrés à eux-mêmes, la plupart des gens font systématiquement le mauvais choix dans des domaines importants de la vie ; troisièmement, la prolifération d'une multitude de petits choix masque souvent les choix plus fondamentaux auxquels nous sommes confrontés. Il peut paraître bizarre dans une économie de marché de dire que trois choix valent mieux que trente-trois. Mais les gens n'ont ni le temps, ni l'énergie, ni les connaissances suffisantes pour peser le pour et le contre d'une multitude de possibilités avant d'en arriver à une conclusion parfaitement rationnelle. »

Cette analyse s'ajoute à celle d'Illich sur l'influence de mes « choix » sur ceux des autres, comme c'est le cas, par exemple, en matière de mobilité.

## LA TYRANNIE DE LA COMPLEXITÉ

Le monde et les objets qui nous entourent produisent de la complexité, très souvent inutile, souvent dommageable et donc coûteuse : complexité technologique, bien sûr : instructions incompréhensibles, messages d'erreur qui le sont tout autant... ; pour la plupart des utilisateurs, 10 % à peine des « facilités » incluses dans un traitement de texte sont réellement utilisées ; difficultés liées aux formats, plus ou moins (in)compatibles ; complexité commerciale avec, par exemple, des plans tarifaires pour le G.S.M. parfaitement incomparables entre eux, moins encore avec ceux de la concurrence.

La complexité est également légale, qui alimente des activités diverses et renforce les inégalités en ce qui concerne l'accès à l'information. La complexité administrative, celle des dispositions sociales, fiscales, et autres produit des coûts de gestion (le Bureau fédéral du Plan estime à environ 3,4 % du produit intérieur brut le poids des charges administratives supporté en 2002 par les entreprises et indépendants) mais aussi des inégalités en termes d'accessibilité, comme l'illustre la comparaison entre la relative simplicité — et la plus grande équité — du système de paiement des aides familiales avec la sophistication administrative des titres-services.

Cette complexité réduit souvent la concurrence, asservit de nombreux producteurs (voir l'asservissement des concessionnaires automobiles lié à l'information croissante des voitures et des équipements de diagnostic) mais également les consommateurs. Elle consomme du temps provoque donc des frustrations et peut être dangereuse (par exemple, si elle source d'erreurs en matière d'échanges de données médicales).

Plus fondamentalement, la complexité globale de notre système économique est la manifestation la plus évidente d'un système finalement peu efficient, voire peu efficace, dans sa production de bien-être.

#### LA TYRANNIE DE L'EXCLUSION

Le sommet européen de Lisbonne a décidé d'adopter une méthode ouverte de coordination en matière de lutte contre l'exclusion. Dans ce contexte, les travaux statistiques effectués en Belgique pour le Plan d'action nationale inclusion ont rappelé à la fois toute l'importance et le caractère multidimensionnel des mécanismes d'exclusion, qui dépassent de loin la seule pauvreté monétaire. À cet égard, on distingue souvent *pauvreté d'accessibilité* (manque d'emploi, revenu insuffisant, rupture de lien social...) et *pauvreté de potentialités* (absence ou insuffisance de capital matériel, de capital humain, de capital social...).

Qu'il y ait des formes d'exclusion de plus en plus nombreuses et, parfois, violentes ne fait pas de doute. Ce qui fait question, c'est la nature et l'importance du lien

entre les « exclusions », d'une part et la « sphère économique » et ses soi-disant contraintes, d'autre part. La réponse paraît pourtant évidente : beaucoup de mécanismes d'exclusion sont clairement liés au système socioéconomique lui-même. Sa complexité, la nature de ses modes de production, les exigences « professionnelles » pour trouver sa place, comme les « normes » qu'il impose insidieusement (le poids idéal, la silhouette idéale, le battant idéal, etc.) excluent *de facto* toute une série de personnes. De même, les « contraintes » nées de la mondialisation et les opportunités apportées par le chômage de masse permettent à nouveau une exploitation des travailleurs les plus pauvres. Tout comme depuis une vingtaine d'années les indicateurs, de santé sociale et/ou écologique, alternatifs au produit intérieur brut se découplent de l'évolution du P.I.B. lui-même, on peut faire l'hypothèse que le capital humain, dans certaines de ses dimensions en tout cas, a lui aussi tendance à s'écarter du chemin de croissance du P.I.B.

#### LE GOUVERNEMENT DE COALITION DES TYRANNIES

Toutes ces tyrannies se renforcent mutuellement et produisent de nombreuses externalités négatives. Avec comme principal moteur une concurrence de plus en plus couteuse — et souvent brutale — produite par un état du capitalisme où il est de plus en plus difficile de trouver sa place dans un marché largement saturé. Finalement, ces six tyrannies découlent toutes de la tyrannie du marché, dont elles sont l'expression.

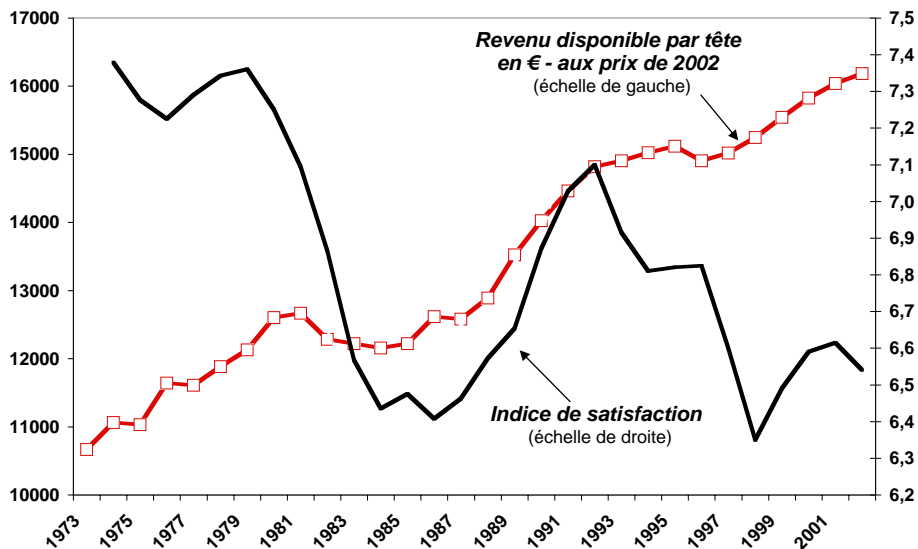
Les interactions sont multiples. Croissance et complexité sont inextricablement liées. Plus de complexité signifie plus de croissance (par exemple, le recours accru aux experts, le phénomène de double ou triple assurance pour certains risques...), et plus de croissance telle que nous la connaissons provoque à terme plus de complexité, ne serait-ce que par la complexification et l'allongement des circuits commerciaux. Tyrannie de la complexité et tyrannie du temps sont bien sûr étroitement liées. Il n'y a plus de croissance possible — ni au niveau de chaque entreprise ni au niveau global — sans « presser » les travailleurs (appelables, contrôlables et repérables en permanence pour beaucoup d'entre eux). Le type de croissance que nous subissons multiple les exclusions. Et la complexité favorise un peu plus encore les mécanismes de ces exclusions.

## ET LE BONHEUR DANS TOUT CELA ?

On peut considérer que les résultats portant sur la perception de la qualité de la vie par les personnes interrogées constituent par eux-mêmes un indicateur *global* de la qualité de la vie, dans la mesure où les réponses à des questions sur la satisfaction par rapport à la vie sont le résultat implicitement pondéré de ce qui compte pour chaque personne.

Le graphique ci-dessous reproduit ( pour la Belgique et la période 1973-2002) la croissance du revenu disponible par tête et les réponses pondérées à la question : « Par rapport à la vie que vous menez êtes-vous : 1° très satisfait ; 2° plutôt satisfait ; 3° pas très satisfait ; 4° pas satisfait du tout ? ». Deux autres pays européens seulement enregistrent une baisse tendancielle statistiquement significative du score moyen de satisfaction par rapport à la vie (l'Allemagne réunifiée entre 1990 et 2004 et la Grèce entre 1981 et 2004).

Indice de satisfaction par rapport à la vie et revenu disponible par tête Belgique (1973-2002)





Ce n'est pas le premier graphique qui met en évidence une évolution divergente entre un indicateur relatif à la satisfaction par rapport à la vie et un indicateur économique classique (produit intérieur brut par tête, revenu moyen...). Ce type de résultats n'est pas simple à interpréter. Ce qui est peut-être plus important est de rappeler ce que nous indiquent les études sur la satisfaction par rapport à la vie. Un rapport britannique récent a compilé les résultats de plusieurs dizaines de recherches sur le bonheur (Donovan et Halpern). Les études sur les jumeaux et les enfants adoptés indiquent que les facteurs génétiques interviendraient pour expliquer les différences interindividuelles, même si les mécanismes explicatifs ne sont pas clairs. Parmi les dimensions associées avec la satisfaction par rapport à la vie, on peut citer la personnalité (optimisme, estime de soi...), le genre (les femmes semblent plus satisfaites), l'âge.

Le revenu disponible (ou le produit intérieur brut par tête dans les comparaisons internationales) est corrélé positivement (mais faiblement) avec la satisfaction par rapport à la vie menée; mais cela ne semble pas ou très peu être le cas sur le long terme. Parmi les divers facteurs explicatifs, on peut citer l'adaptation hédonistique; l'adaptation des attentes à la hausse et la stimulation des besoins par la publicité, par exemple; le fait que la croissance s'accompagne de couts les plus divers, comme le stress; et enfin que les individus ont tendance à « regarder dans l'assiette du voisin ».

Il y a également une relation positive entre la satisfaction au travail et la satisfaction par rapport à la vie en général. Le chômage influence négativement la satisfaction par rapport à la vie, mais l'impact dépend aussi du taux de chômage de la région, de la situation des autres membres de la famille et de chaque parcours professionnel. En Europe, l'inégalité a un impact négatif sur la satisfaction par rapport à la vie.

Il y a une très forte corrélation entre l'état de santé estimé et la satisfaction par rapport à la vie qu'on mène. Si l'on élimine les influences indirectes de l'éducation (par exemple via les revenus), celle-ci semble avoir peu d'impact sur la satisfaction. D'une manière générale, les gens qui ont des loisirs actifs (en particulier: activités sociales, sports, jardinage), les gens religieux et les personnes mariées se déclarent en moyenne (un tout petit peu) plus heureux. Autre corrélation positive: vie sociale et amitiés et satisfaction. Enfin, la qualité de la gouvernance contribue à expliquer les différences entre pays.

Ces quelques annotations rappellent, notamment, toute l'importance du tissu social et la qualité des relations pour expliquer, en partie, les différences interpersonnelles dans le niveau de satisfaction par rapport à la vie. Elles rejoignent aussi les analyses d'Illich pour qui les valeurs d'usage, les actions autonomes, le faire « avec d'autres », etc. est ce qui est de plus important. Or, tout cela est rendu plus difficile par notre sujétion aux productions hétéronomes et par les conditions de leur production.

## QUELQUES CONCLUSIONS

On n'a pu ici qu'esquisser une analyse des impasses du type de développement socioéconomique que nous subissons de plus en plus. Tentons quand même — sur base de ces constats — quelques conclusions un peu plus opérationnelles pour le vaste chantier qui nous attend.

Le changement de cap qu'il faut apporter dépasse de loin le découplage entre la croissance économique et la consommation de ressources ou la production de diverses pollutions. Les limites du système ne se réduisent pas à celles du capital naturel. Les limites du système sont tout autant humaines et sociales qu'environnementales. Les contraintes et exigences du fonctionnement du système économique dépassent le seuil du tolérable pour beaucoup de personnes (pour qui il est de plus en plus difficile de rester dans la course) et diminuent la qualité du capital social<sup>2</sup>. On peut ajouter — dans cette perspective — que l'écologie politique ne s'est pas assez intéressée à une des ressources considérée comme rare par beaucoup, le temps.

Comment définir les objectifs? Il faut oser affirmer que l'objectif central est d'améliorer le niveau de satisfaction des gens par rapport à la vie qu'ils mènent, réalité mesurable et donc chiffrable. Cap dont on peut donc estimer régulièrement si l'on s'en approche ou si on s'en éloigne. Pourquoi « oser »? Parce que l'indicateur *satisfaction par rapport à la vie qu'on mène* est spontanément vu comme forcément peu fiable parce que subjectif. Mais, en l'occurrence, plus encore que

dans d'autres domaines, la perception est la réalité. Il faudra ici faire le lien entre le bonheur de chacun et le bonheur du plus grand nombre.

On pourrait résumer le diagnostic en disant que les cinq formes de capital sur lesquelles s'appuyer pour mener une vie de qualité (capital naturel, capital productif, capital humain, capital social et capital « temps ») sont toutes envahies et abimées par les logiques marchandes. Un programme de reconstruction doit donc s'intéresser à la gestion de ces cinq configurations du capital.

Trois clés de lecture classiques peuvent être utilisées pour affiner le diagnostic et se mettre d'accord sur un programme de reconstruction. La première consiste à réfléchir à ces cinq formes de capital tout autant en termes qualitatifs qu'en termes quantitatifs; la deuxième, à réfléchir à un partage équitable entre les citoyens de ces différentes formes de capital et enfin la troisième, à réfléchir aux champs d'action respectifs de l'individu, des entreprises et de la collectivité dans la gestion de ces ressources.

Les priorités d'action pour améliorer les cinq formes de capital nécessaires sont difficiles à hiérarchiser, d'autant qu'une gestion améliorée de ces ressources est forcément globale. Mais la qualité du capital humain et du capital social, comme l'amélioration de leur accessibilité à tous, n'ont pas reçu suffisamment d'attention de la part de l'écologie politique comme d'ailleurs de l'ensemble des forces de changement. Intégrer ces préoccupations dans un projet de société radi-

<sup>2</sup> « D'un point de vue individuel, on peut définir [le capital social] comme les ressources actuelles ou potentielles mobilisables par un individu à travers ses relations sociales, son appartenance à des réseaux sociaux. La société dans son entier étant aussi une résultante de l'enchevêtrement de réseaux sociaux [...] on définira le capital social au niveau collectif comme la richesse de cet enchevêtrement et les caractéristiques des réseaux sociaux dont il est formé. » (dans « Capital social et bénévolat », Indicateurs pour un développement durable, 2004-4, Institut pour un développement durable).

calement repensé permettra peut-être plus facilement de le faire avec plus d'acteurs. En tout état de cause des mouvements comme, par exemple, ceux qui promeuvent les logiciels libres (genre Linux) l'*open-source* et tout ce qui y est assimilé<sup>3</sup> sont importants pour reconstruire le capital humain (en proposant aux hommes et aux femmes une autre manière d'accroître et d'exercer leurs compétences et talents) et le capital social (en remettant en vigueur ou en généralisant d'autres modes d'interactions, en privilégiant toutes les coopérations).

Mettre l'accent sur la nécessaire reconstruction du capital humain et du capital social a pour effet d'insister sur le rôle et

les compétences de la Communauté française. R.T.B.F., enseignement, éducation permanente... n'en font pas assez pour refonder une société dans les directions esquissées ici.

Il n'y aura pas de vrai changement sans casser certaines logiques marchandes, celles qui produisent les six tyrannies évoquées au départ de cette réflexion. Mais une volonté collective de le faire passera par une reconstruction qualitative et quantitative du capital humain et du capital social. ■

<sup>3</sup> Voir à cet égard l'excellent dossier consacré à ce mouvement dans *Imagine*, novembre-décembre 2004, et intitulé « Bienvenue dans le monde libre ! ». Ce sera également le thème d'un prochain dossier de *La Revue nouvelle*.

Cet article reprend largement l'intervention de Philippe Defeyt au colloque « Quel monde voulons-nous pour demain ? », en hommage à Ivan Illich, Bruxelles, Institut de sociologie de l'U.L.B., 20 novembre 2004.

## Bibliographie

Defeyt Ph., « Bel-insoc-10, un indicateur d'insécurité sociale en Belgique », Institut pour un développement durable, décembre 2003 (disponible à l'adresse : <<http://www.iddweb.be/>>).

Defeyt Ph., « Le social et l'environnement : des indicateurs alternatifs au produit intérieur brut », Institut pour un développement durable, octobre 2004 (disponible à l'adresse : <<http://www.iddweb.be/>>).

Donovan N. et Halpern D., « Life satisfaction: the state of knowledge and implications for government », décembre 2002, est disponible à l'adresse <<http://www.number-10.gov.uk/su/ls/paper.pdf>>

Illich I., *Le chômage créateur. Postface à La convivialité*, Seuil, 1977.

Peters A., « Les soldes soulignent l'engagement pour le toujours moins cher », dans *Le Monde*, 25 juin 2004.

Schwartz B. « The Paradox of Choice: Why More Is Less », *The Ecco Press*, New York, 2004. Article reproduit dans le n° 695 du *Courrier international* (26 février 2004).

Zaccai E., « Voir les objets », texte provisoire, 11 juillet 2004.

Bureau fédéral du Plan, « Les charges administratives en Belgique pour l'année 2002 », *Planning Paper*, n° 94, 15 janvier 2004.